

RENAUD GIRARD

Grand reporter et chroniqueur international du *Figaro*

Douglas Paal, Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ancien directeur des affaires asiatiques et assistant spécial du président au sein du Conseil national de sécurité américain

Renaud, s'il vous plaît : la semaine dernière, le président Macron a déclaré qu'il avait conduit une visite officielle très fructueuse à Washington. Pouvez-vous nous apporter une perspective française sur cette visite ?

Renaud Girard

Merci. Effectivement, j'ai voulu, sur cet aspect de la rivalité sino-américaine, prendre uniquement l'angle de la France. Quand j'ai étudié cette question, je me suis dit qu'il y avait un problème français de « tiraillement ». Je vais essayer de vous expliquer en quelques minutes pourquoi la France est tirillée dans cette affaire, et quelles sont les conséquences de cette politique.

Il est évident que la France ne veut pas être, et elle en a conscience, dans cette rivalité entre la Chine et l'Amérique pour devenir la première puissance mondiale, la victime collatérale d'un quelconque piège de Thucydide. C'est certain.

Par ailleurs, la France comprend qu'en elle-même, dans le grand jeu mondial, elle ne pèse plus suffisamment, ni par sa démographie, ni économiquement, ni par son commerce extérieur, ni même par sa force militaire. Elle ne peut pas peser par son propre poids et influencer le grand jeu mondial parce que ce n'est effectivement plus une grande puissance.

En revanche, elle comprend que par sa tradition, car elle a été elle-même la première puissance du monde jusqu'à Waterloo, elle peut être entendue. Je crois que le président français Emmanuel Macron veut se faire entendre. Il veut jouer un rôle d'intermédiaire, de *honest broker*, comme on dit cela en anglais, dans tous les conflits du monde.

Il a essayé, d'ailleurs, et nous pouvons lui rendre grâce d'avoir essayé, notamment sur l'Iran, à Biarritz. Ce n'est pas de sa faute si cela n'a pas marché. Trump était prêt à rencontrer à New York le président Rohani, mais c'est le guide suprême Khamenei qui n'a pas voulu. Il a essayé sur la Libye, il a essayé sur le Liban, il a essayé sur beaucoup de crises. Il a essayé sur l'Ukraine, évidemment. Il est allé voir Poutine dix ou quinze jours avant l'invasion. Cela n'a pas marché, mais ce n'est pas parce que cela n'a pas marché qu'il faut le blâmer. Il a raison de faire tous les efforts qu'il faut pour la paix.

Maintenant, il aimerait sans doute être le *honest broker* entre la Chine et les Américains, mais je pense que s'il ne change pas de politique, il ne va pas y arriver. Je vais essayer de vous expliquer pourquoi.

D'abord, il a vu Xi Jinping à Bali. Le 15 novembre dernier, il y a eu un entretien entre les deux délégations, chinoise et française. Le président Macron n'était pas très à l'aise quant à sa politique chinoise parce qu'elle venait de s'effondrer. La politique récente venait de s'effondrer. Cette politique de la France à l'égard de la Chine était : « Je fais tout avec l'Allemagne. » Quand Xi Jinping était venu, en mars 2019, en visite d'État en France, il a eu la surprise de voir, dans le bureau de Macron, le président de la Commission qui était Juncker à l'époque, et la chancelière d'Allemagne Merkel. Comme cela, on va être entendu, on est plus fort quand on est ensemble face à la Chine.

Quand Macron lui-même est allé faire une visite en Chine, en novembre 2019, il a fait une conférence avec les industriels français pour défendre les intérêts de la France, évidemment, car c'est un peu son travail, mais il a aussi invité les industriels allemands. Il se posait comme le défenseur de l'industrie allemande.

À l'inverse, quand Macron a demandé à Scholz d'aller avec lui en Chine, ce dernier a dit : « Non, j'y vais tout seul. » Il était hors de question pour le chancelier Scholz d'aller même imaginer défendre les intérêts industriels français lors de sa visite en Chine.

Lorsqu'il voit Xi Jinping le 15 novembre en tête-à-tête, Emmanuel Macron n'est pas très à l'aise. Toutefois, la conversation commence. Et que dit Xi Jinping à Macron ? Il dit deux choses. Les deux mots importants dans l'allocution de Xi Jinping, que l'on peut voir d'ailleurs sur YouTube sont « indépendance » et « ouverture ».

C'est une leçon à la France. Pour l'indépendance, c'est : « Vous, la France, vous êtes le premier Européen à avoir reconnu la Chine populaire, mais c'était la politique d'indépendance du général de Gaulle. Où en est-on de votre indépendance ? » Et l'ouverture, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire : « Ne faites pas comme les Américains, ne vous fermez pas au commerce avec nous, ne vous fermez pas aux échanges technologiques avec nous, comme le font les Américains. »

Cependant, Macron ne répond pas à Xi Jinping. Pourquoi ne répond-il pas sur ces questions à Xi Jinping ? Parce qu'il n'a pas vraiment choisi. Est-ce que je suis, moi, la France, aligné sur l'Amérique ? On peut très bien être aligné, le Japon et la Corée sont tout à fait alignés sur la politique américaine et peuvent parfaitement faire du commerce avec la Chine. Ou est-ce que je suis totalement indépendant ? Il n'a pas choisi.

On peut choisir sans être forcément puni. Sur le Vietnam, par exemple, par rapport à l'Amérique, de Gaulle avait choisi. Il était avec l'Amérique sur la crise de Cuba, mais sur le Vietnam, il n'a pas été neutre. Il n'a pas fait comme les Anglais, travaillistes à l'époque, qui n'ont rien dit sur le Vietnam. Lui, il a critiqué. C'est le discours de Phnom Penh.

Finalement, cela a marché puisqu'il a été décidé d'ouvrir des négociations de paix qui se sont faites à Paris. Nixon a choisi de faire sa première visite en tant que président nouvellement

élu à de Gaulle en 1969. C'est à cette occasion, d'ailleurs, que de Gaulle lui conseille de reconnaître la Chine populaire, ce que va faire un peu plus tard Nixon. C'est donc une politique qui peut réussir, même si elle est tranchée. La France n'a pas été punie par les États-Unis pour cette politique indépendante.

Là, on sent que Macron n'a pas tout à fait choisi. Au lieu de répondre à Xi Jinping dans ce dialogue de Bali qui va durer quarante minutes seulement, il lui dit, et c'est une bonne idée : « Il faut que vous nous aidiez sur l'Ukraine. » Effectivement, la Chine a beaucoup plus de poids sur la Russie que la France. C'est une bonne idée d'essayer de prendre la Chine avec soi pour essayer d'influencer la Russie.

Toutefois, le problème est que Macron demande un service à la Chine. La veille, Biden a vu Xi Jinping, mais Biden n'a rien demandé à Xi Jinping. Il lui a dit simplement : « Tous les deux, nous allons fixer les lignes rouges. » C'est la diplomatie des lignes rouges.

Macron demande quelque chose. Si tu demandes quelque chose, que donnes-tu en échange ? C'est la base de la diplomatie. Cela, Macron n'y a pas pensé parce qu'il est tiraillé, parce qu'il n'a pas décidé.

Il aurait pu dire : « D'accord. Si tu me donnes ton appui sur l'Ukraine pour faire en sorte que Poutine se retire des territoires qu'il a conquis, je vais aller voir Biden – une visite d'État, d'ailleurs, qui était déjà prévue – en Amérique et nous allons avoir une discussion, même à trois. Que veux-tu des Américains exactement ? Les Américains ne t'exporteront pas de puces électroniques, ils ne t'aideront pas dans tes technologies, mais peut-être qu'il est possible obtenir une vraie discussion. Et moi, Français, je vais être le *honest broker* de cette décision. Tu m'aides sur l'Ukraine et je t'aide face aux États-Unis. »

Eh bien non, il ne l'a pas fait. J'ai écouté la conférence de presse de Macron et de Biden et il n'y a pas la moindre allusion à la Chine. Le mot « Chine » n'est même pas prononcé. Et lors d'une émission avec Macron à la télévision française de 20 minutes, où il résume son voyage pour Tf1, il n'en parle pas du tout.

Tant qu'il n'aura pas tranché, tant qu'il n'aura pas une position claire, je pense qu'il n'arrivera pas à faire ce qu'il veut faire, c'est-à-dire être le *honest broker* entre la Chine et les États-Unis et ne pas être une victime collatérale.

C'est un défaut qui n'est pas nouveau dans la diplomatie française. Nous avons eu ce même défaut lors du sommet de l'OTAN en avril 2008. Nous avons mis notre veto à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, mais ce n'était pas un vrai veto. C'était un veto tiraillé. Nous avons dit : « Pas tout de suite, mais peut-être demain. » Il faut choisir, la diplomatie qui ne choisit pas est une mauvaise diplomatie.

Ou bien on dit oui, l'Ukraine rentre tout de suite – et Bush l'a demandé – dans l'OTAN, et à Poutine, qui était présent au sommet de Bucarest d'avril 2008, on dit : « Attention, ne t'avise pas d'attaquer l'Ukraine parce que, maintenant, elle est dans l'OTAN ». Ou bien on dit clairement qu'elle n'entrera jamais dans l'OTAN, c'est clair, et on dit à Poutine : « Ne prends



pas prétexte de l'extension de l'OTAN pour faire des malheurs à Kiev puisque nous avons été très clairs, nous avons mis notre veto éternel à l'entrée de l'Ukraine. »

Ma conclusion est qu'aujourd'hui, nous avons, hélas, cette politique. Elle va peut-être être changée. J'espère qu'elle va être changée. Je pense que Macron a tout à fait raison de vouloir être un *honest broker*, de vouloir être un faiseur de paix. C'est quelque chose qui est à la portée de la France, grâce à la réputation de la France, grâce à l'histoire de la France, mais je trouve qu'il s'y prend mal. En effet, quand vous ne choisissez pas, le résultat est que vous mécontentez les uns et les autres.

Douglas Paal

Merci beaucoup Renaud. Je pense que nous reviendrons vers vous pour vous demander l'étendue du rôle des facteurs économiques également, dans la position de la France et ses relations avec la Chine.